

**Adocia**

Exercice clos le 31 décembre 2016

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

ODICEO  
115, boulevard de Stalingrad  
C.S. 52038  
69616 Villeurbanne Cedex  
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Adocia**

Exercice clos le 31 décembre 2016

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Adocia, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes « 1.3 Evènements postérieurs à la clôture », « 2.21 Chiffre d'affaires » et « 3.12 Autres passifs non courants » de l'annexe aux comptes consolidés exposent les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance des revenus. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 10 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

Sylvain Boccon-Gibod

ERNST & YOUNG et Autres

Sylvain Lauria

Bilan consolidé IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Stocks	3.5	66	23
Clients et comptes rattachés	3.6	2 462	5 150
Autres actifs courants	3.7	9 442	8 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.8	58 037	72 062
<b>Total actif courant</b>		<b>70 008</b>	<b>85 983</b>
Écarts d'acquisition			
Terrains	3.2	1 751	0
Bâtiments et constructions	3.2	3 793	0
Matériel de laboratoire	3.2	1 521	812
Autres immobilisations corporelles	3.2	1 388	1 118
Actifs financiers	3.3	338	182
<b>Actif non courant</b>		<b>8 790</b>	<b>2 112</b>
<b>Total actif</b>		<b>78 798</b>	<b>88 095</b>
Dettes financières court terme	3.14	679	89
Autres passifs financiers courants	3.14	112	46
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.13	4 572	5 461
Autres passifs courants	3.13	22 655	14 811
<b>Total passif courant</b>		<b>28 017</b>	<b>20 407</b>
Dettes financières long terme	3.10	6 281	702
Provisions à long terme	3.11	1 738	1 095
Autres passifs non courants	3.12		18 839
<b>Total passif non courant</b>		<b>8 019</b>	<b>20 636</b>
Capital social		686	685
Prime d'émission		78 942	78 670
Écarts de conversion du groupe		7	2
Réserves – part du groupe		(28 981)	(44 858)
Résultat – part du groupe		(7 892)	12 553
<b>Capitaux propres</b>	<b>3.9</b>	<b>42 762</b>	<b>47 052</b>
<b>Total passif</b>		<b>78 798</b>	<b>88 095</b>

Compte de résultat consolidé IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	3.16	22 488	36 936
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	3.17	7 966	7 818
<b>Produits opérationnels</b>		<b>30 454</b>	<b>44 753</b>
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	3.15	(37 692)	(34 182)
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	3.20	(763)	(468)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>(8 001)</b>	<b>10 103</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>			
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(8 001)</b>	<b>10 103</b>
Produits financiers		646	2 548
Charges financières		(466)	(430)
<b>Résultat financier</b>	<b>3.21</b>	<b>181</b>	<b>2 118</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(7 821)</b>	<b>12 220</b>
Charge d'impôt	<b>3.22</b>	(72)	333
<b>Résultat net</b>		<b>(7 892)</b>	<b>12 553</b>
<b>Intérêts non contrôlants</b>			
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>(7 892)</b>	<b>12 553</b>
Résultat de base par action (€)	3.23	(1,2)	1,9
Résultat dilué par action (€)		(1,2)	1,8
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>(7 892)</b>	<b>12 553</b>
<i>Ecart actuariels sur IFC</i>		<i>(432)</i>	<i>(629)</i>
<i>Impôts différés</i>		<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		<i>(432)</i>	<i>(629)</i>
<b>Résultat global de l'exercice</b>		<b>(8 324)</b>	<b>11 924</b>

## Variation des capitaux propres, IFRS

<i>(montants en milliers d'euros)</i>	Nombre d'actions	Montants	Primes liées au capital	Réserves	Résultat	Autres éléments du résultat global (OCI)	Total capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2014</b>	6 216 076	622	49 097	(26 571)	(20 715)	71	2 505
Résultat de l'exercice 2015					12 553		12 553
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(629)	(629)
Ecart de conversion							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 553</b>	<b>(629)</b>	<b>11 924</b>
Affectation du résultat 2014				(20 715)	20 715		0
Augmentation de capital	621 887	62	31 903				31 965
Frais d'augmentation de capital			(2 152)				(2 152)
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	8 400	1	33				34
Païement fondé sur des actions				2 903			2 903
Contrat de liquidité			(211)	84			(127)
- neutralisation des actions propres							0
Autres							0
<b>Total des relations avec les actionnaires</b>	<b>630 287</b>	<b>63</b>	<b>29 573</b>	<b>(17 728)</b>	<b>20 715</b>	<b>0</b>	<b>32 623</b>
<b>Solde au 31/12/2015</b>	<b>6 846 363</b>	<b>685</b>	<b>78 670</b>	<b>(44 299)</b>	<b>12 553</b>	<b>(558)</b>	<b>47 052</b>
Résultat de l'exercice 2016					(7 892)		(7 892)
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(432)	(432)
Ecart de conversion							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(7 892)</b>	<b>(432)</b>	<b>(8 324)</b>
Affectation du résultat 2015				12 553	(12 553)		0
Augmentation de capital							0
Frais d'augmentation de capital							0
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	13 400	1	3				4
Païement fondé sur des actions				3 822			3 822
Contrat de liquidité			269	(66)			203
- neutralisation des actions propres							0
Autres				6			6
<b>Total des relations avec les actionnaires</b>	<b>13 400</b>	<b>1</b>	<b>271</b>	<b>16 315</b>	<b>(12 553)</b>	<b>0</b>	<b>4 035</b>
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>6 859 763</b>	<b>686</b>	<b>78 942</b>	<b>(27 984)</b>	<b>(7 893)</b>	<b>(990)</b>	<b>42 762</b>

Les avances remboursables sont enregistrées en « Dettes financières long terme » et en « Dettes financières court terme » selon leur échéance. En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en « Subventions, financements public et crédit d'impôt ».

Ces avances ont été comptabilisées conformément à la norme IAS 20 : s'agissant d'avances financières, consenties à des taux d'intérêts inférieurs au taux du marché, ces avances sont évaluées selon IAS 39, si les impacts sont significatifs.

#### 2.14 Capitaux propres

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis. Les actions ordinaires et les actions de préférence ont ainsi pu être classées en tant qu'instruments de capitaux propres.

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets d'impôts.

Les actions propres détenues par la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité, sont enregistrées à leur coût d'acquisition en moins des capitaux propres. Le résultat de cession de ces actions propres est enregistré également directement dans les capitaux propres.

#### 2.15 Paiements fondés sur les actions

Conformément à la norme IFRS 2, les avantages octroyés à certains salariés sous la forme de paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments accordés.

Cette rémunération peut prendre la forme soit d'instruments réglés en actions, soit d'instruments réglés en trésorerie.

La Société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en actions.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont ainsi octroyées aux dirigeants, à certains salariés de la Société, et également à d'autres personnes physiques.

La Société utilise pour valoriser la juste valeur de ces options, le modèle Black & Sholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du

plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données du marché lors de l'attribution (taux sans risque, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel ou charges externes selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées est déterminée à la date d'attribution et comptabilisée par le résultat sur la période d'acquisition des droits (période entre la date d'octroi et la date de maturité de plan).

S'agissant des actions gratuites, la juste valeur est également déterminée en fonction des caractéristiques du plan, des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition des droits. Si le plan ne spécifie pas de conditions d'acquisition, la charge est comptabilisée entièrement dès que le plan est accordé, sinon la charge est constatée sur la période d'acquisition en fonction de la réalisation des conditions.

#### 2.16 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque la Société attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat, nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

### 3.7 Autres actifs courants

<i>Autres actifs courants (en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche	7 884	6 768
Créances de TVA	699	637
Fournisseurs débiteurs	338	330
Charges constatées d'avance	189	676
Carry-back	333	333
Divers		4
<b>Total Autres Actifs Courants</b>	<b>9 442</b>	<b>8 747</b>

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. Elle comptabilise ainsi en créance en fin de période le montant du crédit d'impôt calculé sur les dépenses éligibles de l'année. En 2015 et 2016 avec un résultat fiscal déficitaire, la Société ne peut pas imputer son CIR et son CICE sur la dette d'impôts et comptabilise donc ces montants en actif courant respectivement pour 6,8 millions d'euros et 7,9 millions d'euros.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes.

Le poste divers comprend, outre les créances sociales et autres créditeurs divers, les subventions à recevoir.

### 3.8 Classement et juste valeur des actifs financiers

<i>ACTIFS FINANCIERS (en milliers d'euros)</i>	2015		Valeur au bilan selon IAS 39			2015
	Valeur au bilan	Actifs évalués en juste valeur par résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Juste Valeur
Actifs financiers non courants						
Créances clients	5 150			5 150		5 150
Autres actifs financiers courants	8 747			8 747		8 747
Trésorerie disponible	61 954	61 954				61 954
Equivalents de trésorerie (OPCVM)	10 108	10 108				10 108
<b>Total actifs</b>	<b>85 960</b>	<b>72 062</b>		<b>13 898</b>		<b>85 960</b>

0

<i>ACTIFS FINANCIERS (en milliers d'euros)</i>	2016		Valeur au bilan selon IAS 39			2016
	Valeur au bilan	Actifs évalués en juste valeur par résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Juste Valeur
Actifs financiers non courants						
Créances clients	2 462			2 462		2 462
Autres actifs financiers courants	9 442			9 442		9 442
Trésorerie disponible	47 942	47 942				47 942
Equivalents de trésorerie (OPCVM)	10 094	10 094				10 094
<b>Total actifs</b>	<b>69 941</b>	<b>58 037</b>		<b>11 905</b>		<b>69 941</b>

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de FCP, comptes à terme cotés sur un marché actif et compte rémunéré : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.



### 3.9 Capitaux propres

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions de l'exercice 2011 a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale des actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue.

#### 3.9.1 Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005. Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré.

La Société détient des actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité.

Suite à l'introduction en bourse en février 2012, les actions de préférence ont été converties en actions ordinaires et les BSA Ratchet sont devenus caduques.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - catégorie A	dont actions de préférence - catégorie B	Nominal (Euros)
<b>Au 1er janvier 2007</b>	<b>140 000</b>			<b>140 000</b>	<b>1 400 000</b>
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					-2 520 063
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
17/06/2011 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominal et augmentation nbre d'actions	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798			159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de préférence en actions ordinaires		4 433 510	-3 033 510	-1 400 000	0
07/03/2012 - Emission d'actions gratuites	10 500	10 500			1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268			13 027
15/06/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
19/12/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
26/03/2013 - Emission d'actions gratuites	8 400	8 400			840
18/06/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
13/12/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
02/04/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
07/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
15/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
12/02/2015 - Exercice de BSA	700	700			70
03/03/2015 - Exercice de BSPCE	700	700			70
27/03/2015 - Exercice de BSPCE	1 400	1 400			140
31/03/2015 - Augmentation capital via placement privé	621 887	621 887			62 189
31/03/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
28/07/2015 - Exercice de BSPCE	2 800	2 800			280
16/12/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
21/06/2016 - Exercice de BSPCE	700	700			70
13/12/2016 - Emission d'actions gratuites	12 700	12 700			1 270
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>6 859 763</b>	<b>6 859 763</b>			<b>685 976</b>

### 3.9.2 Bon de souscription d'actions

Des options sur actions ont été attribuées (i) à certains salariés et dirigeants sous formes de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE ») (ii) à deux administrateurs indépendants du conseil d'administration sous forme de bons de souscription d'actions (« BSA ») et (iii) à des consultants scientifiques sous forme de bons de souscription d'actions (« BSA »).

Les principales caractéristiques liées aux bons de souscription d'actions et les principales hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de l'option sur la base du modèle Black & Sholes sont les suivantes :

Situation au 31/12/2016	BSPCE 2014 Plan N°1	BSPCE 2014 Plan N°2	BSPCE 2014 "Dirigeants"
Bénéficiaires	salariés	salariés	Salariés et Dirigeants
Nombres de Bons émis	14 000	5 600	100 000
Nombre de Bons attribués	14 000	5 600	100 000
Nombres de Bons souscrits	14 000	5 600	100 000
Date de l'assemblée Générale		24/06/2014	
Date du conseil d'administration		25/09/2014	
Prix d'émission		gratuit	
Prix d'exercice		34,99 €	
Date limite d'exercice des bons		25/09/2024	
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2018	1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019	Vesting immédiat au 1er janv 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan
Parité		1 Bon pour une action	
Rendement en dividende		néant	
Volatilité		97%	
Taux de rendement sans risque		0,9% (iBovx Sovereign AA 7-10)	

situation au 31/12/2016	SO 2015 Plan N°1	SO 2015 Plan N°2	BSPCE 2015 Dirigeants	Plan BSPCE 2016 Dirigeants
Bénéficiaires	salariés	salariés	Dirigeant	Dirigeant
Nombres de Bons émis	10 000	4 000	40 000	40 000
Nombre de Bons attribués	10 000	4 000	40 000	24 000
Nombres de Bons souscrits	10 000	4 000	40 000	24 000
Date de l'assemblée Générale	24/06/2014	12/11/2015	12/11/2015	12/11/2015
Date du conseil d'administration	31/03/2015	16/12/2015	16/12/2015	15/03/2016
Prix d'émission	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit
Prix d'exercice	55,64 €	71,12 €	74,60 €	61,73 €
Date limite d'exercice des bons	31/03/2025	16/12/2025	16/12/2025	15/03/2026
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019	1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019 1/4 : 1er janv 2020	Vesting immédiat au 16 décembre 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan	Vesting immédiat, si réalisation des conditions de performance prévues au Plan
Parité	1 option pour une action	1 option pour une action	1 Bon pour une action	1 Bon pour une action
Rendement en dividende	néant	néant	néant	néant
Volatilité	74%	74%	74%	73%
Taux de rendement sans risque	1% (iBovx Sovereign AA 7-10)	1% (iBovx Sovereign AA 7-10)	1% (iBovx Sovereign AA 7-10)	1% (iBovx Sovereign AA 7-10)

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge de personnel et charge externe sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

### 3.9.3 Actions gratuites

Des actions gratuites ont été attribuées à certains salariés et dirigeants de la Société depuis 2008.

Les mouvements sur les actions gratuites s'analysent comme suit :



ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 05/03/2010				20/12/2007 07/12/2010				12/11/2015 16/12/2015	12/11/2015 16/12/2015
	2	3	4	5	2	3	4	5	1	1
Nombre d'années de vesting										
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	5 000	5 000
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	12	12	12	12	12	12	12	12	384	384
Nombre d'actions gratuites attribuées									5 000	5 000
Nombre d'actions gratuites annulées										
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement				-1 400						
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2015								1 400	5 000	5 000
Nombre d'actions gratuites attribuées										
Nombre d'actions gratuites annulées										
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement									-5 000	-5 000
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2016										
Charges comptables décembre 2015 (milliers d'Euros)				0,4					15	15
Charges comptables décembre 2016 (milliers d'Euros)									369	369

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	12/11/2015 16/12/2015				12/11/2015 10/12/2015	12/11/2015 15/03/2016				12/11/2015 15/03/2016				12/11/2015 13/12/2016	TOTAL
	1	2	3	4	2	1	2	3	4	2	1	2	3	4	
Nombre d'années de vesting															
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	
Nombre total d'actions gratuites attribuées	3 150	3 150	3 150	3 150	39 150	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	10 000	10 000	10 000	10 000	186 150
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	76,74	76,74	76,74	76,74	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27	51,50	51,50	51,50	51,50	
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	76,74	76,74	76,74	76,74	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27	51,50	51,50	51,50	51,50	
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	242	242	242	242	2 772	125	125	125	125	747	515	515	515	515	8 364
Nombre d'actions gratuites attribuées	3 150	3 150	3 150	3 150	39 150										
Nombre d'actions gratuites annulées															0
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement															-1 400
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2015	3 150	3 150	3 150	3 150	30 150										63 150
Nombre d'actions gratuites attribuées															
Nombre d'actions gratuites annulées	-450	-450	-450	-450	-1 495										-3 295
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement	-2 700														-12 700
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2016		2 700	2 700	2 700	37 655	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	10 000	10 000	10 000	10 000	105 755
Charges comptables décembre 2015 (milliers d'Euros)			19		76										127
Charges comptables décembre 2016 (milliers d'Euros)			424		1 337			206		267			50		3 022

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 0,1 million d'euros au 31 décembre 2015 et 3 millions d'euros au 31 décembre 2016, l'augmentation provenant notamment du plan d'attribution réalisé en décembre 2015 au bénéfice de l'ensemble des salariés pour les 10 ans d'Adocia.

#### 3.9.4 Dividendes

La Société n'a distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices clos.

#### 3.9.5 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

Fin décembre 2014, 2.323 titres Adocia et 778.747,18 euros en espèces figuraient au compte du contrat conclu entre la Société et Kepler Capital Markets.

Conformément aux termes du contrat de liquidité, la Société a décidé le 10 février 2015 de procéder à une reprise partielle des moyens affectés à ce contrat à hauteur d'un montant de 700.000 euros. Le 10 septembre 2015, les moyens mis à disposition dans le cadre du contrat de liquidité confié à Kepler Capital Markets S.A ont été

augmentés de 200.000 euros. Au 31 décembre 2015, la Société détenait dans le cadre de ce contrat 4.185 actions et 132.740 euros en espèces.

Au cours de l'exercice 2016, le programme de rachat d'actions a été utilisé exclusivement dans le cadre du contrat de liquidité répondant à l'objectif d'animation et de liquidité des titres de la Société. Au 31 décembre 2016, la Société détenait dans le cadre de ce contrat 760 actions et 335 365,88 euros en espèces

### 3.10 Dettes financières long terme

Au 31 décembre 2015 et 2016, les dettes financières long terme comprennent les emprunts bancaires ainsi que des avances remboursables.

Les emprunts bancaires ont été contractés en 2016, afin de financer l'acquisition du bâtiment dans lequel se situe le centre de recherche et le siège social de la Société. Fin décembre 2016, le montant des dettes financières relatives à ces emprunts s'élèvent à 5,4 millions d'euros.

Le détail des avances et modalités de remboursements sont consultables dans la note 3.1 aux annexes des comptes sociaux établis en normes françaises pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2016 présentes au paragraphe 20.3 du présent document de référence.

A fin 2016, la classification en courant et non courant est la suivante :

<b>DETTES FINANCIERES</b> (en milliers d'euros)	Courant	Non courant	Total	Dont concours bancaires
Avances remboursables	112	697	809	
Emprunts bancaires	450	4 990	5 440	
Autres dettes financières	229	594	823	0
<b>Total dettes financières</b>	<b>791</b>	<b>6 281</b>	<b>7 072</b>	<b>0</b>

Ci-après, le détail des octrois et remboursement de l'exercice 2016 :

<b>AVANCES REMBOURSABLES</b>	En milliers d'euros	Coût historique	
Valeur au 31 décembre 2015	792	891	( A )
<i>Part à Long terme</i>	702		
<i>Part à court terme</i>	89		
Octroi de l'exercice			
Remboursement de l'exercice			
Actualisation sur octroi de l'exercice			
Charges financières	18		
Valeur au 31 décembre 2016	810	891	( B )
<i>Part à Long terme</i>	697		
<i>Part à court terme</i>	112		

( A ) en milliers d'euros	31/12/2015	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Insuline (2012)	800		800	
Avance Coface (2013)	91		91	
<b>Total</b>	<b>891</b>			

( B ) en milliers d'euros	31/12/2016	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Insuline (2012)	800	130	670	
Avance Coface (2013)	91		91	
<b>Total</b>	<b>891</b>			

### 3.11 Provisions

PROVISIONS (en milliers d'euros)	Avantages au personnel	Autres provisions LT	Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an	TOTAL
Valeur au 31 décembre 2015	1 095			1 095
Dotations	642			642
Reprise avec utilisation				
Reprises sans utilisation				
Valeur au 31 décembre 2016	1 738			1 738

Les provisions sont constituées principalement de la provision pour indemnités de départ à la retraite. Elle a été estimée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective 176.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des prestations de retraite sont les suivantes :

IDR (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
<b>Hypothèses économiques</b>		
Taux d'actualisation	1,3%	2%
Taux d'augmentation annuelle des salaires	entre 5 et 6%	entre 5 et 6%
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Âge de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Type de départ à la retraite	Initiative du salarié	Initiative du salarié
Table de mortalité	INSEE 08-10	INSEE 08-10
Taux de charges sociales et fiscales	44,5%	44,5%
Mobilité annuelle	Moyen ou Fort selon catégories	Moyen ou Fort selon catégories
<b>Provision</b>		
Valeur actuelle des engagements	1 738	1 095
Versements à un fonds		
<b>Provision comptabilisée au bilan</b>	<b>1 738</b>	<b>1 095</b>
Coût des services passés de la période	185	63
Charge financière	26	7
Ecarts actuariels	-432	-629
Charge annuelle	<b>210</b>	<b>70</b>

### 3.12 Autres passifs non courants

Le poste « autres passifs non courants » intègre la partie long terme du solde restant à amortir du paiement initial (up-front payment) non remboursable reçu de Lilly à hauteur de 50 millions de dollars (40,7 millions d'euros). En norme IFRS, ce montant est comptabilisé en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée anticipée du programme de développement clinique, tel qu'anticipé au moment de la signature du contrat. Une partie de ces 40,7 millions d'euros a donc été reconnu en chiffre d'affaires en 2014 pour 0,4 million d'euros, et en 2015 et 2016 à hauteur de 10,7 millions d'euros par année. Compte tenu de l'arrêt de la collaboration avec Lilly annoncé en janvier 2017, le solde non encore amorti sera reconnu en totalité en chiffre d'affaires en 2017. Au 31 décembre 2016, ce montant a été comptabilisé en autres passifs courants (partie à moins d'1 an pour 18,8 millions d'euros cf note 3.13) alors qu'à fin décembre 2015, le solde était comptabilisé en autres passifs non courants (partie à plus d'1 an pour 18,8 millions d'euros) et en autres passifs courant (partie à moins d'un an pour 10,8 millions d'euros).

### 3.13 Fournisseurs et autres passifs courants

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes auxiliaires fournisseurs	1 738	2 303
Effets à payer		
Factures non parvenues	2 833	3 158
Fournisseurs	4 572	5 461
Clients créditeurs		
Dettes fiscales et sociales	3 803	3 950
Autres dettes	28	13
Produits constatés d'avance	18 823	10 848
Autres Passifs courants	22 655	14 811
<b>Total passifs courants d'exploitation</b>	<b>27 226</b>	<b>20 272</b>

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales se décomposent de la façon suivante :

<b>DETTE FISCALES ET SOCIALES</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Rémunérations dues	1 750	1 986
Dettes auprès des organismes sociaux	1 374	1 489
Autres dettes fiscales et sociales	679	475
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>3 803</b>	<b>3 950</b>

Les rémunérations dues et les dettes auprès des organismes sociaux au 31 décembre 2016 intègrent les primes attribuées au titre de l'exercice 2016 et versée en 2017.

Les autres dettes fiscales et sociales au 31 décembre 2016 incluent la contribution patronale relative aux plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés.

<b>AUTRES DETTES</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Avances et acomptes		
Dettes sur immobilisations		
Autres	28	13
<b>Autres dettes</b>	<b>28</b>	<b>13</b>

### 3.14 Passifs financiers

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	31/12/2016	
		Juste valeur	Ventilation par catégorie Juste valeur par résultat
Avances remboursables	697	697	697
Dettes financières	5 570	5 570	5 570
Autres passifs non courants	14	14	14
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>6 281</b>	<b>6 281</b>	<b>6 281</b>
Avances remboursables court terme	112	112	112
Dettes financières court terme	679	679	679
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 572	4 572	4 572
Autres dettes	3 831	3 831	3 831
Produits constatés d'avance	18 823	18 823	18 823
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>28 017</b>	<b>28 017</b>	<b>28 017</b>
<b>Total Passifs financiers</b>	<b>34 298</b>	<b>34 298</b>	<b>34 298</b>

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	31/12/2015	
		Juste valeur	Ventilation par catégorie Juste valeur par résultat
Avances remboursables	702	702	702
Dettes financières			
Autres passifs non courants	18 939	18 939	18 839
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>19 541</b>	<b>19 541</b>	<b>19 541</b>
Avances remboursables court terme	89	89	89
Dettes financières court terme	46	46	46
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 461	5 461	5 461
Autres dettes	3 963	3 963	3 963
Produits constatés d'avance	10 848	10 848	10 848
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>20 407</b>	<b>20 407</b>	<b>20 407</b>
<b>Total Passifs financiers</b>	<b>39 949</b>	<b>39 949</b>	<b>39 949</b>

### 3.15 Résultat opérationnel

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>			
(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Contrats de recherches et revenus de licences	3.16	22 488	36 936
Subventions, crédit d'impôt recherche et autres	3.17	7 966	7 818
<b>Produits</b>		<b>30 454</b>	<b>44 753</b>
Achats consommés		(1 781)	(1 133)
Charges de personnel	3.19	(16 619)	(12 690)
Charges externes	3.18	(19 070)	(20 119)
Impôts et taxes		(222)	(240)
Dotation aux amortissements & provisions	3.20	(763)	(468)
Autres produits et charges opérationnels courants		0	0
<b>Charges opérationnelles</b>		<b>(38 455)</b>	<b>(34 651)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>(8 001)</b>	<b>10 103</b>
<b>Charges et produits opérationnels non courants</b>			
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(8 001)</b>	<b>10 103</b>



Répartition des charges par destination :

<b>CHARGES PAR DESTINATION</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de recherche et développement	(30 971)	(28 625)
Frais administratifs et frais généraux	(7 484)	(6 025)
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(38 455)</b>	<b>(34 651)</b>

Les frais de recherches et développements se décomposent comme suit :

<b>FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Achats consommés	(1 781)	(1 133)
Charges de personnel	(11 223)	(8 312)
Charges externes	(17 211)	(18 588)
Impôts et taxes	(136)	(187)
Dotation aux amortissements & provisions	(621)	(405)
<b>Total frais de recherche et développement</b>	<b>(30 971)</b>	<b>(28 625)</b>

### 3.16 Chiffre d'affaires

<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Contrats de recherche	11 739	17 048
Revenus de licences	10 749	19 888
<b>Total</b>	<b>22 488</b>	<b>36 936</b>

Le chiffre d'affaires de la Société provient essentiellement de l'accord de collaboration et de licence signé avec Eli Lilly fin 2014 relatif au développement de l'insuline ultra-rapide BioChaperone<sup>®</sup> Lispro. En janvier 2017, Adocia a annoncé la décision d'Eli Lilly de mettre fin à la collaboration sur BioChaperone Lispro. Le contrat prendra fin à l'issue d'une période de 4 mois pendant laquelle les données et les matériels fabriqués seront transférés à Adocia.

Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 22,4 millions d'euros comparé à 36,9 millions d'euros sur l'année 2015.

Il comprend tout d'abord, à hauteur de 10,7 millions d'euros, les revenus des licences relatifs à l'étalement du paiement initial (*up-front payment*) de 50 millions de dollars (40,8 millions d'euros) reçu de Lilly fin décembre 2014. En normes IFRS, ce paiement est comptabilisé en revenu de licence de manière linéaire sur la durée de développement prévue au contrat.

A la suite de l'annonce en janvier 2017 de la décision de Lilly de mettre fin au contrat, le solde non amorti au 31 décembre 2016, d'un montant de 18,8 millions d'euros, sera intégralement reconnu sur l'année 2017.

En 2015, les revenus de licences incluaient, en plus de l'amortissement de 10,7 millions d'euros le paiement d'étape de 10 millions de dollars, soit 9,2 millions d'euros, reçu de Lilly suite à la réussite de l'étude clinique pilote de bioéquivalence.

Conformément au contrat, la Société a également facturé à Eli Lilly l'ensemble des dépenses internes et externes conduisant ainsi à un revenu au titre du **contrat de recherche et développement** de 11,7 millions d'euros. La baisse de 5,3 millions d'euros comparé à 2015 s'explique par le transfert sur le dernier trimestre d'une partie des activités d'Adocia à Lilly tel que prévu au plan de développement du projet.

### 3.17 Autres revenus

<b>AUTRES REVENUS</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Financements de projets	0	1 050
Crédit impôt recherche	7 812	6 768
Autres	154	
<b>Total</b>	<b>7 966</b>	<b>7 818</b>

Les autres produits opérationnels, d'un montant de 8 millions d'euros sont stables par rapport à 2015 et sont principalement constitués du Crédit d'Impôt Recherche d'un montant de 7,8 millions d'euros pour l'exercice 2016.

L'avance remboursable de Bpifrance Financement pour le projet de reconstruction osseuse (ostéoporose) d'un montant initial de 2,25 millions d'euros a été soldée au cours de l'exercice 2015. Suite à l'échec partiel de ce projet constaté en 2015, un montant de 1,050 million d'euros a ainsi fait l'objet d'un abandon de créances par Bpifrance et a été porté en subvention. Le solde non remboursé e l'avance (0,5 million d'euros) a été réglé par Adocia au 30 septembre 2015. Aucun remboursement n'a eu lieu sur l'année 2016.

En 2016, la Société est devenue propriétaire du bâtiment qu'elle occupe depuis sa création. Une partie des locaux est louée à des sociétés ce qui a généré des revenus de location à hauteur de 0,2 million d'euros enregistrés sur la ligne « autres produits ».

### 3.18 Autres achats et charges externes

Les achats et charges externes sont constitués principalement par les études in-vivo, les études précliniques et cliniques, la sous-traitance ainsi que toutes les charges de fonctionnement de la Société.

### 3.19 Charges de personnel

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

<b>CHARGES DE PERSONNEL</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et indemnités	8 535	6 998
Charges sociales	3 515	3 099
Paielements fondés sur des actions	4 568	2 593
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>16 618</b>	<b>12 689</b>

<b>EFFECTIFS</b>	31/12/2016	31/12/2015
Techniciens	57	51
Cadres	68	58
<b>Effectif total</b>	<b>125</b>	<b>109</b>

Au 31 décembre 2016, la Société comptait 46 chercheurs titulaires d'un doctorat. Plus de 80% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

### 3.20 Amortissements et pertes de valeurs

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

<b>AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations immobilisations corporelles	671	424
Dotations immobilisations incorporelles		
Dotations immobilisations crédit-bail	93	45
<b>Amortissement et provisions sur Immobilisations</b>	<b>763</b>	<b>468</b>
Provisions pour risques et charges (dotations)		
Provisions sur actif circulant (dotations)		
Reprises		
<b>Dotations/Reprises aux Amortissements et Provisions</b>	<b>763</b>	<b>468</b>

### 3.21 Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

<b>RESULTAT FINANCIER</b> (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	646	2 548
Intérêts calculés sur emprunts et avances conditionnées	(78)	(37)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>568</b>	<b>2 511</b>
Pertes et Gains de change		
Autres produits et charges financières	(387)	(393)
<b>Résultat financier</b>	<b>181</b>	<b>2 118</b>

### 3.22 Impôts sur les sociétés

En 2016, tout en comme en 2015, le résultat fiscal de la Société Adocia SA est déficitaire (21,7 millions d'euros en 2016) et aucune charge d'impôt n'a été constatée en France. La charge d'impôt de 0,072 million d'euros est relative à la filiale américaine Adocia Inc.

Le montant des déficits fiscaux reportables, après imputation du déficit fiscal relatif à l'exercice 2016 (21,7 millions d'euros), s'élève à près de 63 millions d'euros. Ce report déficitaire n'est pas limité dans le temps. La Société ne pouvant déterminer de façon suffisamment fiable à quel horizon elle pourra résorber son déficit cumulé, elle ne reconnaît pas d'actif d'impôt différé relatif à ce déficit.

Le passage du résultat avant impôt à la charge réelle d'impôt dans les comptes consolidés établis en IFRS se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat avant impôt	(7 821)	12 220
Impôt théorique au taux de 34,43%	2 693	(4 207)
Différences permanentes	1 118	(2 227)
Déficit fiscal non activé corrigé de la fiscalité différée	(3 883)	(1 981)
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(72)</b>	<b>0</b>
Taux d'impôt réel	1%	0%

Aucun actif d'impôt n'a été reconnu, la Société n'étant pas en mesure de déterminer de façon suffisamment fiable à quel horizon elle pourra résorber ses déficits.

### 3.23 Résultat par action

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net consolidé (en milliers d'euros)	(7 892)	12 553
Nombre moyens d'actions	6 847 357	6 689 199
Résultat net (perte) par action - en €	(1,2)	1,9
Résultat net (perte) par action - pleinement dilué- en €	(1,2)	1,8

Les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car en raison des pertes de la Société sur les exercices, ils sont considérés comme anti-dilutifs.

### 4. Parties liées et rémunération des mandataires sociaux

Les principales parties liées sont les principaux dirigeants de la Société, ainsi que ses administrateurs.

Les rémunérations versées aux parties liées sont décrites dans le tableau ci-après.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2016	31/12/2015
Avantages court terme	1 047	1 107
Avantages postérieurs à l'emploi	72	82
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiements fondés sur des actions	1 725	2 240
<b>Total</b>	<b>2 844</b>	<b>3 429</b>

### 5. Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

#### 5.1 Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison d'une variation des taux de changes. La stratégie de la Société est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats, car les dépenses de la Société sont en grande partie contractées en euros.

Toutefois, à la suite de l'accord de licence et collaboration conclu avec Eli Lilly en décembre 2014 la majeure partie des revenus de la Société, tout comme le versement initial perçu par la Société au titre de cet accord, ont été libellés en Dollars US. La Société a été par conséquent exposée au risque de fluctuation du taux de change entre l'Euro et le Dollar US.

Fin Janvier 2017, la Société a annoncé la décision d'Eli Lilly de mettre un terme au contrat de collaboration et de licence. Le contrat prendra effectivement fin après une période de 120 jours. Si la Société devait signer d'autres accords de licence et de collaboration avec des groupes pharmaceutiques américains, elle pourrait être exposée à un risque supplémentaire de taux de change entre l'Euro et le Dollar US.

Une augmentation importante de l'activité de la Société pourrait aggraver son exposition au risque de change. La Société envisagera alors d'adopter une nouvelle politique adaptée à la couverture de ce risque, en prévoyant notamment des opérations de couverture de devises et l'achat de contrats de change à terme

La Société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité résulte dans une plus grande exposition au risque de change. La Société envisagera alors de recourir à nouveau à une politique adaptée de couverture de ces risques.

## 5.2 Risque de crédit

Les créances liées aux subventions publiques et crédit d'impôt recherche présentent un risque de crédit jugé non significatif au regard de l'historique de la société.

Le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Concernant ses clients, la Société estime être peu exposée au risque de crédit compte tenu de la nature des clients avec lesquels elle est en partenariat (grands groupes pharmaceutiques mondiaux). En outre, elle a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié.

## 5.3 Risque de liquidité

Le financement de la Société est réalisé dans le cadre d'une politique mise en œuvre par la Direction Financière.

La structure du financement de la Société est principalement basée sur des fonds propres, le recours à des financements publics (Bpifrance Financement – ex OSEO) et une introduction en bourse.

## 5.4 Risque de taux

En 2015, la Société a contracté un emprunt auprès de deux banques pour financer l'acquisition du bâtiment dans lequel sont établis son centre de recherche et son siège social. Ces contrats de prêt ont été négociés à taux fixe sur une durée de 12 ans.

La Société est exposée aux variations de taux d'intérêts dans le cadre de la gestion de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 72 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 58 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ce poste est composé de dépôts à terme, de comptes rémunérés à taux fixe et de placements en SICAV monétaires. La politique de placement de la Société repose exclusivement sur des produits liquides sans risque en capital.

La Société s'efforce de réduire le risque de crédit lié à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie en veillant à la qualité des établissements financiers auxquels elle confie ses placements.

La Société n'a aucune garantie de bénéficier des mêmes taux lors du renouvellement de ses comptes à terme à leur échéance.

## 5.5 Risque sur actions

La Société ne détient pas de participations non consolidées ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

## 6. Engagements hors bilan

Dans le cadre des emprunts souscrits pour l'acquisition du bâtiment et des parkings, la Société a consenti les garanties suivantes :

- une inscription d'un privilège de prêteur de deniers et subrogation dans le privilège de vendeur sur le montant de l'acquisition du bâtiment,
- une hypothèque sur l'enveloppe travaux.